

Patrick Braouezec : « Près de 100 jours après l'entrée en fonction d'Emmanuel Macron, ma déception est réelle »

Dans une tribune au « Monde », le président de Plaine Commune, qui avait soutenu le candidat d'En marche ! lors de la présidentielle, regrette que le chef de l'Etat n'ait pas su « contenir la puissance de l'argent ».

LE MONDE | 10.08.2017 à 07h00 | Par Patrick Braouezec (président (Front de gauche) de Plaine Commune (Seine-Saint-Denis))

TRIBUNE J'ai voté pour Emmanuel Macron dès le premier tour de l'élection présidentielle, malgré mes engagements à gauche et, même, pour une très grande part, « à la gauche de la gauche ». Je l'ai fait savoir publiquement dans une tribune au *Monde* datée du 8 mars 2017. M. Macron a été élu et j'en ai été satisfait.

« J'espérais qu'Emmanuel Macron rompît avec l'immobilisme de Hollande et la politique réactionnaire de Sarkozy »

De la même façon, comme je m'y étais engagé, j'ai soutenu les candidats présentés par le PCF, qui le souhaitaient, aux élections législatives. La constitution d'un groupe communiste et apparenté à l'Assemblée nationale est positive pour la démocratie et la vie parlementaire. Mon soutien était, comme je l'écrivais, sans illusions, mais j'espérais que la volonté de M. Macron fût de rompre avec l'immobilisme de Hollande et les politiques réactionnaires de Sarkozy.

L'issue de ces deux scrutins devrait donc pleinement me satisfaire ; je dois avouer que tel n'est pas le cas et ma déception est réelle. Les échanges que nous avons eus, M. Macron et moi-même, et la lecture de son livre *Révolution* (Xo, 2016) m'avaient convaincu que, malgré quelques divergences, rien n'était rédhibitoire à mon soutien, tant le danger de l'élection des autres prétendants était grand. Alors pourquoi cette déception ?

Elle n'est pas due à son action à l'international ni à ses justes positions ou déclarations (au Vel' d'Hiv, par exemple). Elle concerne, en revanche, la composition d'un gouvernement qui penche plus à droite qu'à gauche, et notamment sur des compétences majeures, contrairement à ce que ses propos préprésidentiels pouvaient laisser augurer.

Equilibre mis à mal

Plus essentiel est ce qui était une ligne forte dans le livre du futur président : le juste équilibre entre, d'un côté, le libéralisme économique et sociétal et, de l'autre, la protection et la solidarité ; or, cet équilibre est bien mis à mal en ce début de mandat. Autant le caractère libéral est lisible et assumé, autant il est difficile de déceler le moindre signe visant à plus de protection et de solidarité.

Pis, certains choix relèvent de la régression : diminution du montant de l'APL – qui a, de surcroît, provoqué des propos déplacés d'une députée de La République en marche –, baisse du budget de la politique de la ville, dont bénéficient en premier lieu les associations, et dont le rôle positif n'est pourtant plus à démontrer...

« La loi sur la moralisation de la vie publique risque d'accoucher de deux pandas pour rester dans l'actualité »

De même, la loi sur la moralisation de la vie publique risque d'accoucher, si ce n'est d'une souris,

de deux pandas, pour rester dans l'actualité. Enfin, rien sur ce qui constitue la base des dérives de nos sociétés : la puissance de l'argent. En fait, c'est bien ces questions financières qui tracent la ligne de fracture entre nous.

J'avais pourtant cru percevoir, dans *Révolution* comme dans les propos du président, l'intention (la volonté ?) de remettre le capitalisme sur d'autres rails, conscient qu'il était que ceux suivis par ce capitalisme financier menaient le monde à sa perte. Par son élection, M. Macron a fait bouger les lignes, bousculé l'establishment ; il donne l'impression d'avoir intégré dans sa réflexion les caractéristiques de ce monde « *contradictoire, complexe et incertain* » (comme le dit le sociologue Edgar Morin).

« Nous n'avons plus le droit à l'échec »

Mais a-t-il vraiment l'intention et aura-t-il le courage et la volonté de remettre en question un système économique à la fin de son histoire ? Système économique qui porte, structurellement, la responsabilité des maux de nos sociétés : guerre, misère, famine, dérèglement climatique, chômage, précarité, pauvreté, exode, gaspillage...

Toutes les réformes qui n'auront pas, peu ou prou, comme objectif de contester, même à la marge, la suprématie de l'argent seront au mieux vaines, au pire ne feront que la renforcer. Elles conduiront, comme les autres, à de nouveaux échecs. Mais nous n'avons plus le droit à l'échec !

« Les deux forces politiques convergent sur bien des points, sur le fond comme sur la forme »

Le 23 avril dernier, deux forces politiques ont totalisé, à elles deux, plus de 40 % des voix. Si, sur bien des points, elles sont en total désaccord, sur d'autres, elles peuvent converger tant sur le fond – le rejet de l'Europe, celui des élites sans aucune distinction qui mène à un « démagisme populiste nauséabond » – que sur la forme – l'agressivité voire la violence.

Cinq ans, c'est court ! L'attente des milieux populaires, dans les banlieues comme dans le périurbain ou le rural (qu'il faut cesser d'opposer), est forte même si beaucoup, lassés des promesses non tenues, se sont abstenus à la présidentielle et encore plus aux législatives. Il est impératif de réécrire un récit national qui n'exclue personne et, en premier lieu, ceux qui subissent les mutations dont on n'a pas su ou pas voulu anticiper les conséquences.

Donner des signes concrets

« Les Jeux olympiques peuvent constituer la trame de ce nouveau récit national »

Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris en 2024 peuvent constituer la trame de ce récit national et fédérer toutes les énergies, les initiatives, les capacités créatrices et novatrices, celles du monde sportif, des acteurs culturels, des entreprises, des citoyens, de l'ensemble de celles et ceux qui habitent notre pays, français ou étrangers. Mais il faudra, dans le même temps, donner des signes concrets de prise en considération des préoccupations plus quotidiennes.

Le président pourra compter sur le territoire de Plaine Commune pour travailler en ce sens, à la condition que soient bien tenus ces deux objectifs. Dans le cas contraire, les inégalités se creuseront encore un peu davantage et c'est le devenir démocratique de notre pays qui sera en jeu. En 2022, le bilan ne peut pas se réduire à un nouvel échec et à de nouvelles déceptions.

Vous comprenez, Monsieur le président, que, le doute gagnant, il m'apparaît nécessaire de contribuer à mettre en œuvre, sans attendre, la construction d'une gauche alternative responsable, constructive et exigeante qui, le cas échéant, saura répondre présent si, comme le laissent supposer ces premières semaines d'exercice du pouvoir, vous ne mesurez pas la nécessité de répondre à cette colère populaire que vous avez pourtant reconnue et justifiée lors de vos premières déclarations. Recevez, cher Président, l'assurance de mon entier engagement dans une action publique, ô

combien utile et nécessaire.